



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
PROPRE AU LOT N°2**








ACCORD-CADRE N° 2511I005B

**Fourniture, livraison et contrôle d'armoires de commandes,
ainsi que de matériels associés pour les écluses du petit gabarit**

**Lot n° 2 :
Prestations de contrôle extérieur sur la
fabrication des armoires de commandes**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux CS 30820
62408 BETHUNE**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Lot 2 – Prestations de contrôle extérieur sur la fabrication des armoires
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	2 ans reconductible tacitement 2 fois (2+2+2)
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec (si le titulaire l'accepte dans l'acte d'engagement du lot n°1)

SOMMAIRE

Article 1 - Objet et étendue de la consultation	5
1.1- Objet.....	5
1.2- Mode de passation.....	5
1.3- Attributaire.....	5
1.4- Décomposition du contrat	5
1.5- Type d'accord-cadre.....	5
1.6- Prestations complémentaires	6
1.7- Marché public pour la réalisation de prestations similaires	Erreur ! Signet non défini.
Article 2- Pièces contractuelles	6
Article 3- Intervenants.....	6
3.1– Pouvoir adjudicateur	6
3.2– Titulaire.....	7
3.3- Cotraitance	8
Article 4 - Durée et délais d'exécution	9
4.1- Durée du contrat	9
4.2- Prolongation des délais d'exécution	9
Article 5 – Conditions et modalités d'exécution de l'accord-cadre	9
5.1– Réunion de lancement de l'accord-cadre	9
5.2– Réunion de suivi d'exécution des prestations.....	9
5.3- Emission des bons de commande et contenu des bons de commande	9
5.4- Exécution opérationnelle	10
5.5– Opérations de vérification.....	10
Article 6 - Prix	11
6.1– Caractéristiques des prix pratiqués.....	11
6.2- Modalités de variation des prix.....	11
Article 7 - Modalités de règlement des comptes	12
7.1- Règlement des comptes des cotraitants.....	12
7.2- Règlement des comptes au titulaire	12
Article 8 – Pénalités.....	15
Article 9 – Avance et clauses de financement et de sûreté	16
9.1- Conditions de versement et de remboursement de l'avance	16
9.2- Cautionnement	16
9.3- Nantissement de l'accord-cadre	17
9.4- Retenue de garantie.....	17
Article 10 – Changements affectant le statut du titulaire.....	17
Article 11 – Discrétion et confidentialité.....	17
Article 12 – Ethique et respect des principes de développement durable	17

Article 13 – Transfert de propriété.....	18
Article 14 – Résiliation du contrat.....	19
14.1- Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	19
14.2- Redressement ou liquidation judiciaire	19
Article 15 – Dispositions diverses.....	20
15.1- Langue	20
15.2- Droit	20
15.3- Notification.....	Erreur ! Signet non défini.
15.4- Règlement des litiges	20
Article 16 - Dérogations.....	20
Article 17 – Annexe	Erreur ! Signet non défini.

Article 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1- Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, la livraison et le contrôle d'armoires de commandes, ainsi que de matériels associés pour les écluses du petit gabarit.

La consultation se décompose en deux lots définis à l'article ci-après.

1.2 - Décomposition du contrat

Le présent accord-cadre est alloté techniquement en deux lots qui sont les suivants :

Lots	N° de l'accord-cadre	Désignation
1	2511I005A	Fourniture et livraison d'armoires de commandes, ainsi que de matériels associés pour les écluses du petit gabarit
2	2511I005B	Prestations de contrôle extérieur sur la fabrication des armoires de commande

Chaque lot constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande.

Il n'est pas prévu de décomposition en phases, ni en tranches.

Le présent cahier des clauses administratives particulières concerne uniquement le lot n°2 de l'accord-cadre.

1.3- Mode de passation

La procédure de passation utilisée pour ce lot n°2 est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.4- Attributaire

Le lot n°2 de l'accord-cadre est conclu avec un (1) attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27, R. 2151-7, L. 2341-7 et L. 2141-12 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

1.5 - Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution du marché seront précisés dans chaque bon de commande.

Les prestations de contrôle extérieur dépendront majoritairement de la localisation de l'usine du titulaire du lot n°1 de l'accord-cadre notamment pour le contrôle du banc test, et le contrôle des armoires en atelier.

S'agissant des contrôles sur le cahier de test et sur les études de conception, ces derniers seront réalisés par le titulaire du présent marché dans ses locaux.

Enfin, les contrôles sur les sites de livraison et d'installation peuvent avoir lieu sur le périmètre de chacune des 7 DT ou en dehors.

Les réunions pourront être réalisées en visioconférence. A défaut, le lieu de la réunion sera précisé dans le bon de commande.

1.6- Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est passé à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations seront exécutées dans la limite du montant maximum de commande fixé pour la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, soit 6 ans :

Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre
Sans minimum	1 080 000 € HT

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Des quantités estimatives sur la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises, sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Le DQE est à compléter par les candidats et servira à l'analyse du critère prix.

1.7- Prestations complémentaires

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

Article 2- Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) propre au lot n°2 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses annexes propres au lot n°2 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021¹,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le mémoire technique du titulaire, reprenant les éléments exigés dans le règlement de la consultation ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification se fait par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

En cas d'avenant pris en cours d'exécution sur l'une des pièces suscitées, seule la version résultant des dernières modifications opérées sera prise en compte.

Article 3- Intervenants

3.1- Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Voies navigables de France (VNF).

Les représentants du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du présent accord-cadre sont :

- d'une part, la directrice générale ou toute personne habilitée (siège) et les différentes directeurs/directrices territoriales,
- d'autre part, la Direction de l'ingénierie et la maîtrise d'ouvrage (DIMOA).

¹ [Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - Légifrance](#)

Dans le cas où le bon de commande est passé par le siège ou une direction territoriale, la directrice de l'infrastructure, de l'eau et de l'environnement (DIEE), le directeur territorial ou la directrice territoriale concerné, ou toute personne désignée par celui-ci/celle-ci pour le/la remplacer, est chargé(e) de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre. Il est compétent pour passer les différents actes d'exécution. Il reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations, ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Il procède ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

Dans le cas où le bon de commande est passé par la DIMOA, c'est le directeur de la DIMOA, ou toute personne désignée par celui-ci pour le remplacer, qui est chargé(e) de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre dans les mêmes conditions suscitées.

La gestion de l'accord-cadre s'articulera entre les maîtres d'ouvrages locaux des opérations qui exprimeront leurs besoins détaillés auprès d'une équipe gestionnaire au sein de la DIMOA dont le rôle sera de coordonner les commandes et de fixer les conditions d'exécution. Les commandes seront notifiées par les maîtres d'ouvrages locaux.

L'accord-cadre est piloté par la DIMOA, et plus particulièrement l'UO de Strasbourg.

3.2- Titulaire

Pour faciliter la bonne exécution du marché avec VNF, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne, dans l'acte d'engagement, au sein de l'équipe dédiée au moins une personne habilitée à représenter le titulaire pour recevoir en main propre ou par voie électronique les actes d'exécution pour notification (décisions de prolongation, etc.), d'éventuels avenants ou autres.

Un chef de projet, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, qui sera l'interlocuteur principal et privilégié pour la gestion opérationnelle des prestations. Il pourra être convoqué à toute réunion, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet. Animateur de l'équipe, le chef de projet aura donc une fonction de généraliste et d'ensemblier. Il aura notamment pour compétence de savoir faire progresser les prestations de manière itérative et transversale.

Le titulaire indique par ailleurs, dans son mémoire technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délai par un avis de départ et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de 15 jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par les changements. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans le délai de 15 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai 15 jours, le titulaire s'expose à la résiliation du marché public à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation du marché dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récuse le second remplaçant proposé.

3.3- Cotraitance

Le marché est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 et R. 2151-7 du Code de la commande publique et 3.5 du CCAG-FCS.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Pour rappel, lors de la procédure de consultation, et conformément à la réglementation applicable, la forme du groupement était laissée libre ; toutefois, en cas de groupement conjoint, la forme souhaitée par l'Établissement était un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché ne respectait pas cette exigence, il pouvait se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Établissement tel qu'il est indiqué ci-dessus.

3.4 - Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent accord-cadre.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura la connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Le personnel du titulaire et des sous-traitants éventuels est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de VNF. Il s'interdit tout usage personnel des données de base et fichiers sans l'autorisation expresse de VNF.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire VNF à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par VNF, au titre de l'article 1384 du code civil.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 5 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Article 6 - Insertion par l'activité économique

Le présent lot n°2 ne fait pas l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

Article 7 - Durée et délais d'exécution

7.1- Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

Il est tacitement reconductible deux (2) fois pour une période de deux (2) ans chacune, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins deux (2) mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, ne peut excéder six (6) ans.

La date prévisionnelle de notification est fixée au premier trimestre 2026.

7.2- Délais d'exécution

Des délais maximums d'exécution sont fixées pour certaines prestations dans le CCTP.

Lors de l'exécution de l'accord-cadre, et pour les délais mentionnés au CCTP, le titulaire pourra proposer des délais inférieurs aux délais maximums. Ces derniers devront être validés par VNF et seront contractualisés dans les bons de commande.

Les délais d'exécution qui ne sont pas fixés dans le CCTP seront fixés dans les bons de commande.

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS s'appliquent au présent accord-cadre.

Article 8 - Conditions et modalités d'exécution de l'accord-cadre

8.1- Réunion de lancement de l'accord-cadre

Afin d'assurer le cadrage du présent accord-cadre, une réunion de lancement sera organisée avec le titulaire après la notification de l'accord-cadre afin de préciser les modalités d'exécution décrites ci-après.

Cette réunion se tiendra soit en présentiel à l'adresse suivante : 156 rue du Faubourg Saint-Denis à Paris, soit à distance en visio-conférence.

S'agissant du titulaire, celui-ci devra être représenté a minima par le chef de projet.

8.2- Réunion de suivi d'exécution des prestations

Afin de d'assurer la bonne exécution du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur organisera chaque année une réunion de suivi avec le titulaire afin de faire le bilan annuel des prestations effectuées lors de l'année n-1.

Ces réunions se tiendront en visioconférence ou sur le périmètre d'une des 7 directions territoriales.

S'agissant du titulaire, celui-ci devra être représenté a minima par le chef de projet.

8.3- Émission des bons de commande et contenu des bons de commande

Les commandes sont effectuées ponctuellement, à la survenance du besoin par les Directions Territoriales (DT) ou la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA) ou le cas échéant par le siège (DIEE).

Le pilotage de l'accord-cadre est assuré quant à lui par l'UO de Strasbourg (DIMOA).

Le détail et le délai d'exécution des prestations figureront dans chaque bon de commande.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévu aux bons de commande concernés, sans méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Le montant de la commande est calculé par VNF selon les prix référencés dans le bordereau des prix unitaires.

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours ouvrés, du lundi au vendredi, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception (PLACE ou autre). Le titulaire est tenu d'accuser réception du bon de commande sous 48h ouvrées. Les délais courent à compter de la notification du bon de commande. La notification est la date de réception par VNF de l'accusé de réception de la commande ou à défaut 48h après l'envoi de la commande. Le rapport de transmission automatique fait foi en cas de contestation.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande, pour émettre ses éventuelles observations.

Chaque bon de commande précise les éléments suivants :

- La référence de l'accord-cadre ;
- L'identification précise du destinataire (adresse postale, téléphone, désignation du responsable de l'opération au sein de VNF) ;
- Les caractéristiques du ou des produits contrôlés ;
- Le ou les lieux de réalisation du contrôle ;
- Le protocole de sécurité pour le contrôle ;
- La date d'effet du bon de commande, qui correspond à la date de l'accusé-réception du bon de commande ;
- Le délai d'exécution du contrôle ;
- Le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Toutes mentions et précisions utiles.

8.4- Exécution opérationnelle

L'établissement et le suivi des bons de commande, le contrôle de conformité des prestations et la réception des prestations sont du ressort des représentants des directions territoriales ou de la direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'ouvrage.

Les paiements seront effectués par l'agent comptable assignataire concerné, dont les références sont indiquées dans l'acte d'engagement.

8.5- Constatation de l'exécution des prestations

8.5.1 Opérations de vérification

Conformément à l'article 27.3 du CCAG-FCS, pour certaines prestations nécessitant sa présence, le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Par dérogation aux articles 28.2 et 30 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 1 mois pour procéder aux vérifications qualitatives et quantitatives des prestations.

Ces opérations de vérification ont pour objet de s'assurer que les prestations ont été exécutées selon les quantités prévues et qu'elles sont conformes aux modalités définies dans le CCTP, le mémoire technique du titulaire et le bon de commande ainsi que ses annexes.

8.5.2 Décisions après vérification

Les décisions après vérification répondent aux exigences de l'article 30 du CCAG-FCS sauf en ce qui concerne la dérogation expressément prévue ci-dessous.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, par dérogation aux articles 30.2.1, 30.4.2 et 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision d'ajournement ou de rejet.

En complément à l'article 30 du CCAG-FCS, les notifications des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pourront se faire par échange de courriels.

Article 9 - Prix

9.1- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont définies dans le CCTP et le bordereau des prix (BPU) sous forme de prix unitaires.

Les prix n° 1 et 2 du BPU seront commandées une seule et unique fois au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Les prestations seront réglées par l'application des prix du BPU du titulaire, aux quantités effectivement commandées et réalisées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, la préparation des réunions, la rédaction des comptes rendus, les documents et livrables exigés (procès-verbal de contrôle, etc.) et les frais de reprographie, la cession à titre non exclusif, les frais afférents au conditionnement, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent notamment les prix des prestations décrites dans le CCTP et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés (les frais de déplacement, de logement, de matériel mis à disposition pour la réalisation d'analyses et tous les frais y afférents). Ils tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation.

Le titulaire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés en cours d'exécution. Les prix couvrent ainsi l'intégralité des prestations nécessaires pour mener les missions à bonne fin, dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai des opérations que le titulaire est réputé connaître.

Les dépenses nécessaires à l'exécution des différentes réunions, lorsqu'elles sont commandées en présentiel, comprennent les frais de déplacement et tous les frais y afférents (restauration, préparation de la réunion et rédaction du compte-rendu par le titulaire).

Les prix du marché sont établis en euro hors T.V.A

9.2- Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes la première année puis révisables annuellement, à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Date d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base de conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, le « mois zéro » est le mois de signature par le titulaire.

Indice de référence

L'indice de référence est le Syntec ; il est publié sur le site <http://www.syntec.fr/>.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Le calcul s'effectue avec le dernier indice connu. Une régularisation à la hausse, comme à la baisse, peut intervenir en fonction du calcul.

Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$P_n = P(0) [0,15 + 0,85 (SYN(n) / SYN(0))]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé
- P(0) est le prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- SYN(0) est la valeur de l'indice de référence au mois zéro.
- SYN(n) est la valeur de l'indice correspondant au mois de révision c'est-à-dire le mois de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre moins trois mois.

Le titulaire doit transmettre le bordereau des prix révisés ainsi que les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul au pouvoir adjudicateur. Cette transmission doit intervenir au plus tard au moment de la communication de la première facture concernée par les prix révisés. Dans le cas où le titulaire n'adresse pas le BPU dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur applique la révision des prix qu'il notifie au titulaire du marché public.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, lors de la mise en oeuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Article 10 - Modalités de règlement des comptes

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- ✓ au titulaire,
- ✓ au mandataire et ses cotraitants

10.1- Règlement des comptes des cotraitants

La signature du/des demande(s) de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'accord-cadre.

10.2- Règlement des comptes au titulaire

10.2.1 - Etablissement et adresse d'envoi des acomptes et demandes de paiement

- Les prestations concernées par le règlement partiel définitif

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif.

Le versement du règlement est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, des prestations effectuées. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement du règlement après vérification.

- Les prestations concernées par les acomptes

En application de l'article R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les prestations dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois bénéficient de versement d'acomptes. Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes tous les 3 mois.

Le versement de l'acompte est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, de la prestation effectuée. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement de l'acompte après vérification.

10.2.1.1 Acompte

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande et les références de l'affaire ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
6. L'incidence de la TVA ;
7. L'incidence de la révision ;
8. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
9. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
10. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 4, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires ;
11. Le récapitulatif des acomptes perçus ;
12. La désignation de l'organisme débiteur.

En outre, il indique :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

10.2.1.2 Demandes de paiement

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande.

- Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la demande de paiement (facture) est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-FCS, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande et les références de l'affaire.
- Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux paiements pour solde et règlements partiels définitifs sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.7 du CCAG-FCS.
Elles comportent :
 - La récapitulation des acomptes perçus,

- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

Conformément aux conditions des articles L. 2192-1 à L. 2192-4 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique les factures doivent être adressées sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Quel que soit le montant des prestations sous-traitées, le paiement sera effectué directement par VNF au sous-traitant sur présentation d'une facture agréée par le titulaire.

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

10.2.2 Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les comptes assignataires du paiement sont référencés dans l'AE.

Article 11 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

- Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités s'appliquent après mise en demeure conformément à l'article 14.1.1 alinéas 2 et 3 du CCAG-FCS, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, le titulaire encourt, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours ouvrés de retard.

Le montant de la pénalité est plafonné à 20% de la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Autres pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour retard dans la remise de livrables	Forfaitaire	100 €	En cas de remise tardive des documents, supports ou livrables, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par type de document, support ou livrable et par jour calendaire de retard.

Pénalités pour absence aux réunions de contrôle	Journalière	300 €	En cas d'absence d'un ou plusieurs représentant(s) du titulaire dûment convoqué(s) à une réunion, le titulaire encourt une pénalité 300 € par membre absent. Est considérée également comme absence la représentation du titulaire par une ou des personnes non qualifiées ou l'absence répétée excusée (plus de 1 fois sur 2 réunions consécutives).
		50 €	En cas de non remise des documents, supports ou livrables, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par type de document, support ou livrable et par jour.

Le montant de la pénalité est plafonné à 20% de la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Article 12 - Avance et clauses de financement et de sûreté

12.1- Conditions de versement et de remboursement de l'avance

Une avance telle que prévue aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12, R. 2191-15, R. 2191-17 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, pourra être accordée au titulaire s'il ne la refuse pas dans l'acte d'engagement.

En application de l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, dans le cas d'un accord-cadre sans montant minimum, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Sur la base de l'option A de l'article 11 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

En application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, ce taux est porté à 20 % pour les PME (titulaire ou sous-traitant admis au paiement direct).

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance à l'acte d'engagement.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

L'avance est accordée au titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

12.2- Cautionnement

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre de l'accord-cadre sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

12.3- Nantissement de l'accord-cadre

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

La personne habilitée à fournir des renseignements mentionnés à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique est la directrice générale de VNF.

12.4- Retenue de garantie

Sans objet.

Article 13 - Changements affectant le statut du titulaire

Durant la période de validité du marché public, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché public.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

Article 14 - Discretion et confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent accord-cadre.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Le personnel du titulaire et des sous-traitants éventuels est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de VNF. Il s'interdit tout usage personnel des données de base et fichiers sans l'autorisation expresse de VNF.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Article 15 - Ethique et respect des principes de développement durable

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. Le titulaire peut notamment s'appuyer sur

les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000) ;
- Les principes de la Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000) ;
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001).

Article 16 - Propriété intellectuelle

L'accord-cadre donne naissance à des droits de propriété intellectuelle.

Concernant l'utilisation des résultats et les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire, il est fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS, avec les compléments et dérogations précisées ci-dessous.

Les droits de propriété intellectuelle concernent l'utilisation de l'ensemble des résultats de l'accord-cadre, soit l'ensemble des livrables produits dans le cadre du présent accord-cadre.

Les résultats du présent accord-cadre sont, entre autres, l'ensemble des livrables suivants :

- Procès-verbal de contrôle du banc test
- Procès-verbal de contrôle du cahier de test du titulaire du lot n°1
- Procès-verbal de contrôle des études de conception des armoires
- Procès-verbal de contrôle de la fabrication des armoires en atelier et sur site d'installation

Les modes d'exploitation des résultats présents et à venir sont notamment les suivants :

- utilisation des résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché public ;
- transmission des résultats à des titulaires de marchés publics de VNF devant intervenir sur le système d'information de VNF et/ou devant intervenir dans le cadre de l'exploitation et/ou de la maintenance des voies navigables ;
- utilisation des résultats par des agents de VNF dans le cadre de leur fonction ;
- utilisation des résultats dans le cadre des futurs marchés publics ayant un objet similaire ;
- transmission des résultats à des opérateurs économiques qui en font la demande dans le cadre d'une consultation relative à un projet de marché public de VNF et sous réserve de la signature par ces opérateurs économiques d'un accord de confidentialité ;
- utilisation des livrables à des fins de formations internes à VNF y compris de manière dématérialisée ;
- utilisation des résultats pour tout projet relatif au franchissement des voies navigables et de ses ouvrages de navigation.

Le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur, et le cas échéant aux tiers désignés dans le bon de commande, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents à ces résultats, permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, soit le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre. Les résultats étant ou pouvant être publiés sur internet, les droits sont cédés pour le monde entier.

Ainsi, pour tous modes d'exploitation et sur tous supports actuels ou futurs, en ce compris sur les supports papiers, magnétiques, optiques, audio, vidéo, numériques, internet et intranet, sans que cette énumération soit limitative, les droits suivants sont cédés par le titulaire au pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de la réalisation des résultats des prestations objet de l'étude.

Le pouvoir adjudicateur dispose, dans le cadre de l'utilisation des résultats, des droits de reproduction, de représentation et de distribution et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger et de traduire les résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés.

Le pouvoir adjudicateur (et le cas échéant les tiers désignés dans le bon de commande) pourra(ont) faire usage des résultats même partiels et pour toute utilisation entrant dans son(leur) champ de

compétence matérielle et territoriale pour une durée de 20 ans à compter de la date de livraison des résultats.

Le titulaire pourra diffuser les résultats de l'accord-cadre à des tiers, avec accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, il sollicitera obligatoirement le pouvoir adjudicateur par écrit en vue de lui présenter son projet d'utilisation détaillé et après présentation, le pouvoir adjudicateur, au regard de ses intérêts, donnera ou non son accord, éventuellement assorties de réserves. En cas de réserves, le titulaire devra amender son projet qui donnera lieu à nouvelle présentation du projet amendé et à une décision expresse d'acceptation ou de refus.

Si besoin, en complément de l'article 37.1.1 du CCAG-FCS, les résultats pourront également être utilisés pour d'autres besoins que ceux découlant de l'objet du présent marché.

Les documents confiés au titulaire restent la propriété de VNF. Le titulaire devra restituer à l'issue de l'accord-cadre l'ensemble des documents qui lui auront été communiqués par VNF et dont la liste aura été dressée par VNF.

Les prix de l'accord-cadre comprennent le prix de la cession à titre non exclusif des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

Article 17 - Résiliation du contrat

17.1- Conditions de résiliation de l'accord-cadre

17.1.1 - Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute sont définies à l'article 41 du CCAG-FCS.

Les articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par le directeur général de VNF lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans le cas mentionné à l'article 32.1 du CCAG-FCS en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

17.1.2- Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, VNF peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

17.1.3 - Résiliation unilatérale du fait de VNF

La directrice générale de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation. Le titulaire a cependant, droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

17.2- Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au

pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 18 - Dispositions diverses

18.1- Langue

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont rédigées en langue française.

18.2- Droit

Le droit français est le droit applicable.

18.3- Règlement des litiges

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé le siège du pouvoir adjudicateur.

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : +33 (0)3 59 54 23 42
Télécopie : +33 (0)3 5954 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télé recours accessible par le site www.telerecours.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services (FCS)
- L'article 3.2 du CCAP déroge aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG - FCS
- L'article 8.3 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG - FCS
- L'article 8.5.1 du CCAP déroge aux articles 28.2 et 30 du CCAG - FCS
- L'article 8.5.2 du CCAP déroge aux articles 30.2.1, 30.4.2 et 30.4.3 du CCAG - FCS
- L'article 11 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG - FCS
- L'article 17.1.3 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - FCS